

La mobilisation d'une place forte

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **76 (1931)**

Heft 1

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-341357>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE MILITAIRE SUISSE

LXXVI^e Année

N^o 1

Janvier 1931

La mobilisation d'une place forte.

Les événements qui se sont passés à Belfort pendant la guerre n'ont pas eu d'influence sur l'issue du conflit ; mais l'attention des belligérants n'a cessé d'être attachée à la classique trouée. C'est une raison pour ne pas laisser tomber dans l'oubli les conditions dans lesquelles la place forte aurait pu soutenir un siège pendant le premier mois de guerre.

Les militaires peuvent en outre trouver des enseignements dans les détails de la vie intérieure d'une forteresse susceptible d'être attaquée d'un moment à l'autre.

Les faits portant en eux-mêmes leurs leçons, nous nous bornerons à les énumérer presque sans commentaire, sous réserve de les compléter *in fine* par un résumé des enseignements que nous y avons trouvés.

Nous avons adopté pour ce récit la forme du journal, en donnant tout le développement des faits la première fois qu'ils sont évoqués. Ce moyen nous semble propre à soutenir l'attention du lecteur qui serait promptement lassé par des détails qu'il faut extraire des souvenirs de plusieurs journées pour en saisir la suite.

En dehors des éléments propres de la garnison de guerre les corps stationnés à Belfort étaient :

1^o La 28^e brigade (35 et 42). Elle était connue dans l'armée sous le nom de brigade de Rome parce qu'elle avait été la dernière troupe française demeurée dans les Etats du Pape jusqu'à la guerre de 1870. Elle a été, sous ce nom, l'âme de la défense de Paris.

2^o Le II^e dragons faisant partie de la 8^e division de cavalerie.

Les principales formations de troupes affectées à la place étaient : la brigade active de Belfort (171 et 172^e régts. d'infanterie).

Un régiment actif d'artillerie à pied ;

La 57^e division de réserve ;

Deux régiments territoriaux d'infanterie ;

Un bataillon actif du génie et,

Diverses unités de réserve ou territoriale.

La brigade active de Belfort n'avait pas de train régimentaire, considéré comme inutile, sous prétexte qu'elle ne devait pas s'éloigner.

La mobilisation comportait des mesures de précaution immédiates en cas de menace de guerre imminente. Ces mesures groupées sous le terme de « dispositif spécial » ne pouvaient être prises que sur l'ordre du ministre de la guerre. Elles consistaient à faire occuper des positions de protection de la frontière par les troupes stationnées à Belfort, mais étrangères à la garnison de guerre.

L'ordre de prendre le dispositif spécial est arrivé à Belfort dans la nuit du 29 au 30 juillet. Il n'a surpris personne.

A partir du 31 juillet, la gare n'accepte plus que des voyageurs sans bagages, et, dès le lendemain, les départs ne sont plus régulièrement assurés.

Des réservistes appelés par ordre d'appel individuel rejoignent leur corps en répandant des nouvelles fantaisistes, avec certains détails exacts, comme la destruction par les Allemands de quelques cents mètres de voie ferrée entre Petit-Croix et Montreux Vieux, ou la perte de quatre locomotives de la compagnie de l'Est à Montreux.

Le 31 juillet, à 16 h. 45, retentit un premier coup de canon tiré de la citadelle. Tous les bruits de la rue s'arrêtent aussitôt ; la vie de la population paraît suspendue dans une attente impressionnante. Car, tout le monde sait que le signal de la mobilisation doit être donné par trois coups de canon espacés de trois minutes.

Une deuxième, puis une troisième détonation crèvent le silence et, aussitôt après la dernière, dans une immense rumeur, éclate un grand cri : Vive la France !

Cependant, la foule des habitants fuyant la ville augmente toujours à la gare, attendant le départ problématique d'un train. La nuit venue, cette cohue attendait toujours. Des malfaiteurs avaient saisi cette occasion pour dévaliser des gens que la fatigue rendait inertes ; d'autres cherchaient à entraîner des femmes hors de la gare. Il fallut faire exercer une surveillance sur ces rassemblements. Quelques individus arrêtés furent immédiatement livrés aux tribunaux.

1^{er} août. Le gouverneur arguant de la présence de rassemblements ennemis à moins d'un myriamètre des forts a déclaré l'état de siège. Il avait rendu compte de sa décision au ministre de la guerre, qui l'a annulée comme prématurée. On ne pouvait, en effet, affirmer qu'une seule patrouille ennemie se soit réellement approchée à moins de dix kilomètres de la place, condition permettant au gouverneur de prendre l'initiative de la déclaration de l'état de siège.

2 août. Le premier jour de la mobilisation était le 2 août. Mais, réservistes et territoriaux, devançant les affiches d'appel, commencent à affluer dès le 1^{er} août. Le jour même de la mobilisation, à 9 heures du matin, une compagnie territoriale du 49^e d'infanterie, avec deux officiers, était déjà à la manœuvre avec 200 hommes sur les rangs. Cet exemple, entre beaucoup d'autres, témoigne de l'empressement des hommes des réserves à rejoindre les lieux de mobilisation.

Dans la journée, deux cavaliers du 5^e chasseurs à cheval de Mulhouse, faits prisonniers à Joncherey, donnent les premiers détails sur cette affaire où le caporal Peugeot du 44^e d'infanterie avait trouvé la mort. C'était la première victime de la guerre.

Le caporal Peugeot, instituteur dans le civil, était en petit poste à quelques cents mètres de Joncherey. La sentinelle devant les armes, ayant signalé l'arrivée de cavaliers, il s'était porté sur la route, avait pris la position du tireur à genou et, quand il put se faire entendre, il cria : halte-là. Un officier allemand, le lieutenant Meyer, du 5^e chasseurs, qui commandait la patrouille, s'était avancé vivement sur Peugeot et lui avait brûlé la cervelle à bout portant.

Les hommes du poste ouvrant spontanément le feu, avaient

abattu le lieutenant Meyer, tué sur le coup, et deux chevaux ; les cavaliers démontés étaient faits prisonniers et amenés à Belfort.

Tel est cet incident qui a été souvent cité.

Suivant les ordres du gouvernement, transmis par le ministre de la guerre, toutes les troupes françaises étaient strictement tenues à dix kilomètres en deçà de la frontière, sans la moindre exception.

Un commandant d'infanterie s'est suicidé dans un accès de nervosité provoqué par sa crainte d'être inférieur à sa tâche. A partir de ce moment, les dérangements mentaux sont devenus malheureusement fréquents dans la région. Ici, un Lt.-colonel de cavalerie se tirant une balle de revolver dans la tête au moment de monter à cheval avec son regiment ; là, un capitaine d'artillerie, directeur d'un atelier important, trouvé pendu dans son grenier ; plus tard, un officier d'administration qui se tire une balle de revolver dans la tempe. On nous a signalé jusqu'à de simples soldats des réserves qui s'étaient suicidés.

De nombreux cas de folie se sont déclarés dans les premiers jours. Le nombre des foux furieux envoyés à l'hôpital dépassait tellement les prévisions du temps de paix qu'il fallut suppléer par des expédients au manque de camisoles de force.

Un général de brigade de la réserve, commandant une brigade d'infanterie de réserve, est tellement affecté par sa responsabilité qu'il emprunte la veste galonnée de laine d'un brigadier pour ne pas montrer ses étoiles de général dont il se juge indigne.

Le nombre des Alsaciens accourant à Belfort pour se dérober au service militaire allemand a été important. Dès le premier jour de la mobilisation, il en est arrivé 300 demandant à servir dans l'armée française. Il aurait été possible d'accepter leur engagement dans la Légion étrangère. Il en fut jugé autrement. Ces hommes furent envoyés à Besançon.

3 août. A 1 h. du matin, un capitaine de l'armée active, commandant le fort des Fougerais, télégraphie qu'il va être attaqué. Un officier général, venu immédiatement aux Fougerais, constate que les craintes de ce capitaine n'ont d'autre fondement que des racontars de réservistes.

La plupart des compagnies territoriales mobilisées dans les forts étaient médiocrement encadrées. Les officiers ne manquaient pas de bonne volonté, mais ils étaient très ignorants du service. La confusion régnait particulièrement au fort de la Chaux où des travaux de bétonnage en cours laissaient de larges brèches béantes à l'extérieur.

Les mesures prises à cette occasion furent d'occuper les territoriaux à l'exercice et à des travaux, matin et soir, de faire deux fois par jour des exercices d'occupation des postes de combat. En outre, des mesures durent être prises pour empêcher les familles des territoriaux d'approcher des ouvrages.

Des récits d'incursions de patrouilles allemandes à petite distance de la place circulent journellement. Des douaniers ont pris un dragon allemand en tendant, en travers de la route, un fil de fer qui a provoqué la chute du cheval.

D'après des bruits colportés comme des certitudes, les Allemands auraient rassemblé à Fribourg-en-Brigau, 200 000 hommes ; et l'artillerie lourde de Colmar aurait été embarquée en chemin de fer pour une destination inconnue.

Des individus louches, des espions sont arrêtés.

L'état de siège est proclamé à son de caisse par le crieur public.

Le soir de ce jour, un tumulte se produit sur la grande place de Belfort devant le monument de « Quand Même ». Un homme était poursuivi par une troupe de civils criant « arrêtez-le », « arrêtez-le ». Il finit par être atteint et houspillé assez sérieusement. Tout compte fait, il s'agit d'un habitant qui n'a pas répondu au « halte-là » d'une sentinelle.

4 août. On apprend à Belfort la violation de la neutralité belge et l'entrée en guerre de l'Angleterre. On annonce même que la Hollande mobilise.

Un douanier, disant venir de Fribourg, dit qu'il a vu 6 à 7 000 automobiles réunies.

Cependant, l'ordre est donné de constituer une brigade avec les premiers bataillons prêts de la 57^e division de réserve et un bataillon de chacun des régiments actifs 171 et 172, un groupe de 75 composé de batteries de réservistes et une batterie de 155 court. Cette dernière batterie devait être formée avec

des canons de 155 sur plateforme, des chevaux de réquisition et des voitures de fortune comme caissons de munitions. Elle devait être prête dans les 48 heures. Tout le personnel était de la réserve, à la seule exception du commandant de la batterie qui ne connaissait même pas le matériel qu'il allait tirer pour la première fois.

La brigade, commandée par le colonel de réserve Quais, officier énergique et de grand bon sens, est partie le lendemain pour Montreux Vieux où elle a livré un combat des plus honorables. La batterie de 155 court, mise en route, vaille que vaille, n'a pu rendre aucun service ; elle a dû être renvoyée à Belfort.

4 août. D'après les nouvelles officielles venues du ministre, l'ambassadeur d'Allemagne a demandé ses passeports et les Allemands ont violé la neutralité belge.

Des récits fantaisistes d'escarmouches de patrouilles et de douaniers continuent à circuler. Les prouesses des aviateurs défraient les conversations. Un aviateur, parti de Dijon pour Belfort, a atterri à Mulhouse par erreur. Il a pu reprendre l'air à temps pour s'échapper. Il raconte qu'il a essuyé des coups de fusil et de canons sans résultat, et a pu rejoindre Belfort sans accident.

Les forts occupés par des compagnies actives devaient être laissés à la garde exclusive des unités territoriales à partir du cinquième jour. Cette mesure dut être retardée en raison du manque de cohésion et d'instruction des unités territoriales. La brigade active de la défense mobile (171 et 172) devait reprendre ses compagnies détachées dans les forts, en un mot, être reconstituée.

Tous ces mouvements ne s'effectuent pas sans heurts. L'approche de quelques patrouilles allemandes, des destructions de lignes télégraphiques, des agissements manifestes d'espions donnent l'impression du voisinage de l'ennemi. Quelques officiers en deviennent nerveux. Ils eurent besoin d'être calmés.

Un des dirigeables stationné à Belfort, *le Conté*, a reçu l'ordre d'aller la nuit détruire les ponts de Neuf Brisach et de Mulheim. Ce ballon était hors d'état de naviguer ; en outre,

il devait jeter des obus d'artillerie au lieu et place de bombes spéciales d'avions qui n'existaient pas à Belfort. Cette mission ne put être exécutée.

Dans la nuit du 5 au 6 avril, l'ouvrage de la côte d'Essert a été le théâtre d'un incident tragi-comique qui donne l'impression d'un manque de sang-froid des cadres territoriaux encore inexpérimentés. A 20 h. 30, pendant un orage, une sentinelle au parapet avait aperçu un cheval gris, à petite portée. Après le cri réglementaire « halte-là ou je fais feu », naturellement demeuré sans réponse, le cheval avait disparu ; mais il revint, et, après un nouvel appel, la sentinelle avait tiré. Ce coup de fusil avait alerté la garnison de l'ouvrage qui, se portant vivement au parapet, ouvrit le feu sans but ; dans la nuit, deux coups de canon à mitraille ont complété la fusillade dans une direction où l'on croyait avoir perçu quelque bruit.

Cependant le commandant d'un cantonnement voisin avait entendu ces bruits de bataille. Il avait fait sonner la générale. Tout son monde s'était précipité dans les rues, aux nouvelles. Ce fut une confusion sans nom.

Des empreintes de pas de chevaux ont, dit-on, été relevées le lendemain. Rien ne prouve qu'elles étaient fraîches. Bien entendu, cette panique n'a pas valu de compliments à ceux qui devaient l'arrêter au lieu de la partager ; mais elle a fait réfléchir beaucoup d'officiers novices dans le commandement sur leurs responsabilités.

7 août. Quelques tentatives de destruction sur les voies ferrées motivent un redoublement de surveillance. Parmi les nouvelles variées qui circulent, sans qu'on en connaisse l'origine, nous citerons celle de l'arrivée d'un corps d'armée autrichien devant Belfort. Elle a été l'occasion d'un mot du gouverneur que son entourage a retenu. Un officier lui rendait compte de l'ignorance du service de la mitrailleuse chez les territoriaux. Il insistait pour que cette instruction fût poussée et complétée par quelques tirs. Il reçut cette réponse : « Ils s'exerceront à tirer sur les Autrichiens ».

L'ennemi a sûrement des espions dans la place. Quelques-uns se sont laissé prendre ; mais la population a une tendance à voir des suspects partout. Témoin ce sous-lieutenant de

réserve arrivant le 8 août à Belfort, partant à pied sans bagages, sous une pluie battante, pour rejoindre son unité au fort du Vezelois. S'étant arrêté pour coucher dans une auberge du village qui est près du fort, il eut l'occasion de mettre dans leur chemin des Alsaciens fuyant leur pays et ne parlant que l'allemand. Du coup, l'aubergiste n'a plus de doute sur l'identité de ce voyageur qui parle allemand ; il prévient le maire du village ; celui-ci demande main forte au commandant du fort. Ce dernier envoie un gradé et quatre hommes pour saisir l'espion.

La nuit était venue. Entendant crier à sa porte : *Ouvrez tout de suite !* le sous-lieutenant qui était couché s'était levé. A moitié vêtu, averti par un véritable vacarme à sa porte, il s'arme de son revolver et ouvre. Il est accueilli par des cris « Haut les mains », emmené au fort et enfermé.

Un colonel envoyé pour éclaircir sur place cette ridicule affaire, y mit fin rapidement.

9 août. Un blessé allemand en traitement à l'hôpital a refusé de boire ses potions, persuadé qu'il allait être empoisonné. Le médecin traitant s'est astreint à les goûter avant lui.

Le courant de la Savoureuse charrie de nombreux poissons morts ; on en conclut que la rivière a été empoisonnée.

Les nouvelles du 7^e corps, engagé à Mulhouse, sont très vagues et surtout très adoucies. Cependant le préfet de Belfort a cru pouvoir se transporter de sa personne à Mulhouse pour y transférer le siège de son administration. Il est rentré à Belfort le soir-même, très déconfit de son retour précipité.

10 août. Les nouvelles du 7^e corps deviennent tout à fait mauvaises. Deux officiers qui paraissent avoir quitté le champ de bataille avec une hâte exagérée, racontent que leurs régiments sont détruits.

Quelques prisonniers amenés à Belfort appartiennent à deux corps d'armée.

Le 7^e corps a été, en réalité, rejeté dans le périmètre de la place. Il est en pleine désorganisation. Cependant, un ordre du G. Q. G. français prescrit de reprendre l'attaque en spécifiant que le 7^e corps français n'a devant lui qu'un *corps d'armée ennemi*.

De très grand matin, à partir du village de Roppe, bondé d'éléments divers, la route d'Alsace donne une impression de déroute. Des effets traînent au hasard, des voitures dételées sont abandonnées avec quelque roue cassée. Toutefois, les groupes rencontrés sont en ordre et les officiers sont obéis. Les parcs restent organisés. L'artillerie du 7^e corps d'armée aux ordres du colonel Nivelles, forme un parc tout à fait régulier. Ces batteries n'ont d'ailleurs pas souffert. Les tirs de 77 sous lesquels elles ont amené les avant-trains pour battre en retraite, n'ont mis hors de combat, en tout et pour tout, qu'un brigadier atteint d'une balle de shrapnel qui lui a cassé un bras.

La retraite qui a marqué la fin du combat, le 10 août, a été, paraît-il, surtout un mouvement chacun pour soi. Le colonel Nivelles ayant remarqué des mouvements dans une compagnie qui lui était affectée comme soutien, demanda au capitaine ce qu'il faisait : « On rentre à Belfort », lui fut-il répondu. Cette unité n'a rempli sa mission jusqu'au bout que sur la menace du revolver du colonel Nivelles.

Cependant, en conformité des ordres supérieurs, l'offensive était prescrite pour cette journée du 11 août. Personne ne pouvait dire dans cette matinée où se trouvaient les éléments du 7^e corps d'armée. Le colonel du 35^e réunissait péniblement 250 hommes de son régiment, à Roppe. Les autres étaient dispersés un peu partout. Il en était de même dans toutes les unités.

Le commandant de la place paraît quelque peu désorienté par les événements. Il crée des difficultés au 7^e corps d'armée pour la désignation des cantonnements, et il prétend mettre la main sur ce corps d'armée sous prétexte qu'il est dans le périmètre de la place, et veut lui prescrire de défendre la position de Béthonvilliers.

Le règlement sur le service des places contient un article mettant sous l'autorité des gouverneurs les troupes venues de l'extérieur dans les places bloquées ou assiégées. Tel n'est pas le cas de Belfort, et le commandant du 7^e corps d'armée maintient avec raison son ordre de stationnement que le gouverneur avait modifié.

Le gouverneur croit à une attaque imminente ; il craint de

manquer de monde. Il y a cependant dans la place environ 60 000 hommes, dont l'instruction laisse sans doute à désirer pour les deux tiers. Ce point de vue devrait être le plus attachant. Il y a, sur l'ensemble des divers dépôts, 2000 inaptes physiquement. Ce sont des bouches inutiles à renvoyer après présentation à la commission de réforme.

12 août. Le général Pau est arrivé à Belfort comme commandant d'une armée d'Alsace. Cette désignation l'a tout à fait surpris dans la soirée du 6 août. Il s'est constitué un état-major comme il a pu, et a immédiatement rejoint Belfort en automobile. Le commandant de la brigade active de Belfort étant allé le saluer, il lui a donné le conseil de compléter sa brigade avec des équipages de fortune, parce qu'il serait vraisemblablement enlevé à la place forte. La brigade active de Belfort (171 et 172), étant organiquement affectée à la place forte, était censée pouvoir être ravitaillée par les moyens de la défense. Et, pour ce motif, comme il a été déjà dit, elle ne comprenait pas de train régimentaire. Suivant ce conseil, l'officier général en question organisa dès le lendemain, vaille que vaille, avec des voitures de réquisition, les équipages qui manquaient. Il n'eut qu'à se louer par la suite d'avoir pris cette mesure pendant que c'était relativement facile.

Le général Pau avait déjà pris contact avec les éléments de l'armée d'Alsace. Son impression était résumée par ces mots : « Nous avons d'excellents éléments dans l'armée, mais peu de valeurs sont à leur place ».

Les déchargements des trains de ravitaillement qui avaient commencé le quatrième jour de la mobilisation n'avaient pas été organisés avec le soin nécessaire. Huit jours après le commencement, il y avait en gare de Belfort 600 wagons à décharger. La gare était embouteillée, et le service de l'intendance, chargé des opérations, demandait à suspendre l'arrivée des trains de ravitaillement de la place. Un officier général de la place, qui possédait l'expérience des grands débarquements, dut intervenir et régler lui-même les détails qui n'avaient pas été prévus. Ils ont consisté :

- 1° A utiliser tous les quais de débarquement ;
- 2° A exiger que tous les trains à décharger n'encombre-

raient le quai que pendant trois heures, temps suffisant pour décharger un train et pour les manœuvres.

3° A poursuivre le travail sans interruption jour et nuit, au lieu de tout arrêter entre 18 et 6 heures. L'éclairage convenable des quais dut être immédiatement installé.

4° A faire immédiatement évacuer les locaux de la place désignés comme magasins d'approvisionnements de siège. Aucune mesure n'ayant été prise à ce sujet, divers services s'étaient emparés des locaux de réquisition, sans se préoccuper de leur affectation. C'est ainsi qu'un hangar affecté comme magasin aux pétroles était aménagé en écuries par une unité du génie.

5° A exiger que le matériel déchargé fût immédiatement enlevé et conduit en magasins.

Grâce à ces mesures, dont l'exécution fut assurée avec fermeté, la gare fut dégagée en 48 heures.

Dans la journée du 12 août, des isolés du 7^e corps d'armée refluèrent encore sur Belfort. Il y avait certainement parmi eux des hommes qui s'étaient mis à l'abri pendant le combat : par exemple, la section de mitrailleurs d'un bataillon de réservistes ayant son effectif, son matériel et ses munitions au complet ; ou encore, ces hommes rencontrés près de Bessoncourt par un officier qui les a interrogés. Ils ont répondu qu'ils étaient morts de faim. Mais, leurs musettes fouillées montraient des tablettes de café, des conserves. Un homme a ajouté qu'il n'avait pas de pain, mais son pain de guerre était presque au complet dans son sac. Les cartouchières étaient pleines, les fusils n'avaient pas servi.

Des enquêtes furent prescrites sur tous ces faits, suivies, le cas échéant, de poursuites pénales.

13 août. Dans la journée est arrivé à Belfort un lieutenant de cosaques avec une douzaine de ses compatriotes, venant d'Allemagne, par la Suisse. Tous ces Russes tiennent à servir dans l'armée française, à n'importe quel titre. Ils racontent qu'ils étaient en Allemagne le 1^{er} août, et qu'ayant été maltraités par les Allemands, ils se sont échappés par la Suisse. Là, d'ailleurs, ils avaient été menacés d'être arrêtés ; ils auraient dû user de ruse pour s'échapper et gagner la France. D'après

eux, les Français et les Russes auraient été gravement molestés en Allemagne. Des femmes auraient été éventrées à coups de baïonnettes, à titre de plaisanterie.

14 août. L'influence du général Pau se fait sentir. Les troupes passablement désorganisées par les événements de Mulhouse reprennent confiance. Le premier ordre de l'armée d'Alsace pour le 15 août est de tenir sur tout le front et de réorganiser les troupes pour les préparer à une vigoureuse et rapide offensive.

15 août. Le service des gardes des voies de communications, réglé d'avance, est simple; il semble pouvoir être traité par le commandement comme un service secondaire marchant tout seul. C'est une erreur, parce qu'il est fastidieux et pénible. Le commandement s'en est aperçu et a compris que son action personnelle sur les chefs de poste était nécessaire.

Les approvisionnements prévus pour ce personnel sont insuffisants. Les hommes ne reçoivent que des vêtements de toile; les tailles des effets d'équipement sont réglées sur la corpulence de soldats du contingent, bien moindre que celle des territoriaux. Les ceinturons sont courts pour des hommes de 40 à 50 ans. Ils sont allongés avec des ficelles. Les nuits sont fraîches, le temps est parfois pluvieux, et ces hommes n'ont ni couvertures ni capotes. Tirés de la région même, il est fatal qu'ils trouvent de nombreuses occasions de reprendre contact avec leurs familles et, qu'abusant du manque d'autorité de leurs cadres, ils aillent prendre quelque repos chez eux quand ils s'estiment fatigués. L'exemple suivant résume les causes du relâchement de la discipline dans le service de la garde des voies ferrées.

Le manque de surveillance d'une section de voie ferrée provoqua la vérification par un officier général de l'effectif des présents dans un certain nombre de postes. Le nombre des absents dans une compagnie atteignait le tiers de l'effectif. Ces hommes étaient certainement allés coucher chez eux et n'étaient pas rentrés. Le commandant de la compagnie expliquait qu'il avait beaucoup de peine à assurer le service dans ces conditions; mais, dès qu'il fut question de donner les noms de ces absents irréguliers, pour les poursuivre en abandon de

poste, cet officier effrayé d'une pareille incidence, s'empessa de fournir une liste de permissionnaires sur laquelle il avait inscrit tous les absents.

En réalité, ces hommes qui se trouvaient en état d'absence illégale ou même de désertion, revenaient quand ils se trouvaient reposés. Les vieux territoriaux étaient, en somme, pleins de bonne volonté. Nous devons reconnaître qu'il leur en fallait beaucoup pour assurer leur service, même vaille que vaille, au prix de privations réelles et avec un cadre très mal préparé à ses fonctions.

17 août. D'après les renseignements sur le combat de la brigade Quais, à Petite-Croix, les Allemands y auraient perdu plus d'un millier d'hommes. Nos pertes ne sont d'ailleurs pas négligeables. Le canon de 75 s'y est montré incomparablement supérieur au 77 allemand. L'instruction des batteries de réservistes de campagne est cependant très faible.

La brigade active de Belfort constitue une réserve générale. Mais, elle est disséminée, compagnie par compagnie, un peu partout. Sous l'impulsion évidente du général Pau, cette brigade est reconstituée à partir de ce jour. A cette occasion, le général a nettement indiqué sa pensée sur l'organisation des troupes dans cette réponse typique à un de ses officiers dont il combattait l'avis : *Non non, un régiment n'est pas le groupement de trois bataillons quelconques. C'est l'unité commandée par un colonel qui connaît tout le monde, qui est connu de tous et qui a dressé ses officiers.*

Il se confirme que dans les derniers combats, l'artillerie allemande s'est montrée médiocre ; le 77 ne fait presque rien. On remarque d'ailleurs que les blessures observées sur les Français ont été faites par le fusil, celles observées sur les Allemands par le canon de 75, qu'ils appellent l'artillerie du diable.

Il a été affirmé que les Suisses sont indécis et pourraient se laisser entraîner par des affirmations tendancieuses de la propagande allemande. Les Allemands auraient annoncé depuis plusieurs jours que Belfort n'était plus occupé que par des vieux territoriaux et qu'ils y entreraient le 13 août.

La 66^e division de réserve s'avancant sans précautions

vers la forêt de la Hardt, se serait laissée surprendre par un feu violent d'artillerie qui lui aurait infligé des pertes graves. D'autre part, dans les combats autour de Mulhouse, le 42^e d'infanterie de la 14^e division aurait pris une batterie.

Quelques jours plus tard, la brigade reconstituée était envoyée à Felon, d'où elle est partie le 7 septembre pour dégager Thann de la pression exercée par des troupes allemandes de Cernay. Se portant sur Thann par la route de Guevenheim et Rœdern, elle arrivait vers 15 h. seulement sur le versant sud de la vallée de la Thur. Elle découvrait devant elle le vide du champ de bataille. Sur l'ordre du gouverneur qui avait accompagné la colonne, quatre coups de 75 furent tirés sur un objectif hors de portée. Une batterie allemande de 15 cent. de Cernay y répondit par quelques obus tombant à plus d'un kilomètre. Le départ précipité du gouverneur à ce moment fut remarqué.

L'empierrement de la route de Mulhouse à Belfort était alors préparé dans une section voisine de la Place. Les matériaux nécessaires étaient en tas de cailloux le long de la chaussée dont la largeur était de ce fait un peu réduite. Le gouverneur jugeant, ce jour-là, que ces dispositions pouvaient accidentellement retarder la marche de sa voiture, fit, dès le lendemain, disperser dans les prairies voisines généralement bourbeuses tous ces matériaux réunis à grands frais et qui furent perdus.

Nous arrêtons là ce journal.

L'éventualité d'un siège de la Place devenait de moins en moins probable, et le moment approchait où les troupes mobiles, brigade mobile et 57^e division, allaient être considérées comme disponibles pour des missions indépendantes de Belfort.

ENSEIGNEMENTS

Le journal d'un officier de la garnison de Belfort dont nous venons de donner des extraits est une œuvre personnelle dont les jugements peuvent être discutés ; mais les faits mêmes qu'il rappelle contiennent des enseignements qui ne ressortent pas toujours clairement des règlements sur la défense des places.

Essayons de les résumer.

Le premier effet de la mobilisation est de causer dans une

place forte un moment d'énervement qui se traduit par des suicides, l'agitation des uns, l'inertie des autres. Seule, l'autorité d'un commandement très actif, à décisions promptes, et animé d'un esprit de suite réfléchi, peut garantir le passage coulant de l'état de paix à l'état de guerre.

La plus grande partie de la garnison est composée d'éléments peu instruits des réserves. La bonne volonté ne suffit pas pour les transformer en combattants. Là aussi, l'autorité supérieure de la place doit montrer de la fermeté pour que les troupes ne soient pas détournées de l'instruction sous mille prétextes masquant le plus souvent l'inaptitude des cadres à organiser et à faire exécuter un tableau d'emploi du temps.

Il est faux de dire que les places fortes peuvent être défendues par des troupes de peu de valeur militaire. La vérité est que les places disposent de quelque répit à la mobilisation avant de courir de grands dangers. Ce répit doit être employé à faire l'instruction des troupes.

Peu d'officiers affectés aux places possèdent des notions pratiques suffisantes sur les gros débarquements d'approvisionnements de siège apportés en chemin de fer à la mobilisation. Nous avons vu qu'à Belfort, faute d'une organisation convenable, la gare était embouteillée dès les premiers jours.

Il y a également lieu de noter les soins avec lesquels les locaux de réquisition affectés comme magasins à la mobilisation doivent être prévus et strictement maintenus à leurs emplois. La même question se pose pour les parcs de bétail de réquisition. Ces parcs à Belfort, étaient littéralement abandonnés à quelques surveillants indifférents. Le nombre des animaux qui ont péri, faute des soins les plus élémentaires, ou même de nourriture, a été si considérable que le personnel normalement affecté au parc de bétail ne suffisait plus pour enfouir les bêtes mortes. Il a fallu commander des corvées spéciales à cet effet.

La réserve générale de la place est sa garantie contre les surprises ; c'est le marteau avec lequel le gouverneur peut frapper les éléments ennemis qui s'approchent de la place. C'est à tort que ces éléments choisis parmi les meilleurs sont éparpillés en de multiples points sous prétexte de tout garder.

A Belfort, la réserve générale était constituée par la brigade

active qui s'est révélée dès les premiers combats comme une troupe d'élite. Jusqu'à l'arrivée du général Pau, ses chefs de corps étaient affectés à des commandements de secteur ; des compagnies doubleraient des territoriaux dans les forts. Si les Allemands, favorisés par les circonstances, avaient bourré sur Belfort pendant les premiers jours d'août, le gouverneur n'aurait pas pu disposer d'un régiment solide pour leur barrer la route.

En présence de la portée des armes, une défense vraiment active doit être très agissante et mobile. Une autorité clairvoyante doit s'attacher aux points avancés dont la possession intéresse particulièrement l'assaillant.

